

Discours de Monsieur Erick Maville Directeur général de Santé en Entreprise (SEE)

Mme La Ministre de la Santé Publique du Bénin,

Mesdames et Messieurs les Représentants d'Agence de Coopération internationale,

Mesdames et Messieurs les Représentants de Programmes Nationaux de Lutte contre le Paludisme,

Mesdames et Messieurs les Représentants de coalitions d'entreprises et d'organisations du secteur privé,

Chers participants, Chers amis,

Je suis particulièrement heureux d'être avec vous ce matin ici à Cotonou, où nous avons initié en 2010 avec la CEBAC les premières formations de managers d'entreprise à la lutte contre le paludisme.

Madame La Ministre, nous ne sommes pas là par hasard. Nous connaissons bien l'engagement du Bénin en matière de lutte contre le paludisme.

A ce titre, votre pays offre en Afrique Francophone un des plus beaux exemples de partenariat public-privé, et d'implication des entreprises dans ce domaine à travers le programme ARM3 financé par USAID/PMI.

C'est donc très naturellement que Santé en Entreprise a souhaité appuyer la CEBAC pour l'organisation de cet atelier régional qui fait suite à la réunion de haut niveau que nous avons organisée avec Roll Back Malaria (RBM) le 8 avril dernier, en partenariat avec le MEDEF International à Paris et le Ministère Français des Affaires étrangères, sous le Haut Patronage de Monsieur François Hollande, Président de la République française.

La réunion de Paris, premier du genre, avait permis d'atteindre des résultats concrets :

- **Un état des lieux préliminaire** a été présenté sur les activités menées par les entreprises en matière de lutte contre le paludisme en Afrique Francophone.
- **Un modèle de feuille de route opérationnelle** pour élaborer des plans d'actions intégrés de lutte contre le paludisme a été esquissé comprenant l'ensemble des composantes (PID, IEC, distribution de MILDA, TDR, traitement ACT).
- **Un plan d'actions chiffré (2014-2016)** a été élaboré et proposé aux coalitions nationales d'entreprises, aux PNLP et partenaires au développement.

Le paludisme constitue un véritable frein au développement économique des pays endémiques, en particulier en Afrique : première cause d'absentéisme, premier motif de consultation et source de pertes conséquentes de revenus pour les travailleurs et leurs familles. **Les entreprises ont donc un rôle majeur à jouer dans la lutte contre cette maladie.**

Nous sommes ici en présence de représentants de PNLP, de coalitions et organisations du secteur privé (Conseils nationaux du Patronat, Chambre des Mines, Chambres de commerce et d'Industrie), de Responsables d'entreprises d'Afrique Francophone pour échanger pendant deux jours des bonnes pratiques de partenariat public-privé et adopter une feuille de route commune pour lutter contre le paludisme.

Douze pays sont représentés : Le Bénin, le Burkina-Faso, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Mali, le Niger, la RDC, le Sénégal et le Togo.

Je veux remercier chacun d'entre vous d'avoir fait le déplacement et de nous faire l'amitié d'être là.

J'adresse au passage un remerciement chaleureux à nos partenaires Alere/Standard Diagnostics et Sanofi qui nous accompagnent et ont contribué financièrement à l'organisation de cette rencontre.

Je terminerai par une observation et une conviction personnelle qui, je le sais, sera partagée par le plus grand nombre ici.

Une remarque : en Afrique Francophone, le potentiel en matière de partenariat public-privé dans la lutte contre le paludisme est sous-utilisé à cause d'une insuffisante collaboration entre le secteur privé et le secteur public, et la contribution des entreprises reste assez mal connue du fait d'une absence d'outils de *reporting*.



Ma conviction personnelle est que pour changer cette situation, il faut résolument miser dans chaque pays sur le renforcement des capacités des coalitions nationales d'entreprises afin qu'elles soient en mesure de collaborer plus efficacement avec les PNLP et accompagner les entreprises dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'actions de lutte contre le paludisme.

En tant qu'acteurs du secteur privé, nous sommes prêts à relever ce défi à travers un plan d'actions chiffré, désormais disponible.

Nous y prendrons toute notre part et avons commencé la mobilisation des ressources, mais nous ne pourrions pas agir seul. Nous comptons sur la contribution de tous.

Je vous remercie.